

liers, du public et des industries; la finance doit marcher de pair avec la conscription des industries et des ressources humaines, s'il y a nécessité de le faire. Cependant, nous ne tolérerons jamais l'attitude prise durant la dernière guerre, à savoir que la conscription des ressources humaines doit précéder la conscription des ressources financières. Nous prétendons que tous les citoyens doivent être égaux devant le sacrifice.

Nous voulons donc établir nettement notre attitude; nous disons que le Gouvernement peut émettre du numéraire basé sur le crédit du pays tout comme il peut emprunter de l'argent en vertu du même crédit. Le ministre peut bien se lever de son siège et proclamer jusqu'au jugement dernier que c'est là de l'inflation; cependant, il faut que l'argent provienne de quelque source et nous avons pris la détermination que l'usure et les dettes, ces deux plaies de la civilisation dans le passé, ne sortiront pas victorieuses de la guerre actuelle. Nous avons décidé que l'usure et les dettes recevront un coup mortel avant que la crise qui bouleverse l'univers ait atteint son point culminant. J'ai écouté les remarques du chef de l'opposition (M. Manion) qui a déclaré qu'un grand nombre de Canadiens se demandent pour quelle raison nous avons dû traverser cette terrible crise de dix années, au cours de laquelle, les particuliers, les municipalités, les provinces et le pouvoir fédéral se sont trouvés en face de la faillite. Nous avons été incapables de nous procurer l'argent nécessaire pour faire marcher nos industries; l'énorme production du pays a dû être vendue à tempérament parce que la puissance d'achat faisait défaut au Canada. Un grand nombre de nos municipalités ont fait faillite et nombre d'autres sont en face de la banqueroute à l'heure actuelle. De nombreuses municipalités se sont vues dans l'impossibilité d'effectuer les améliorations civiles qu'elles savaient être nécessaires ni d'assurer un niveau d'existence convenable aux assistés. Un million de Canadiens touchaient \$6.43 par mois pour la nourriture, le vêtement et le logement, c'est-à-dire moins que ce qu'il en coûte à l'Etat pour garder un forçat au pénitencier. Les jeunes gens qui voyageaient dans les wagons à marchandises, incapables de se trouver du travail, chassés de partout, dormant dans les wagons et frappant à la porte de service pour obtenir quelque nourriture, ont été traités de geignards et de flâneurs par un membre du parti libéral, au cours de la dernière session. Or, ces geignards et ces flâneurs seront maintenant les héros du pays. On leur demande à cette heure de sacrifier leurs vies pour le pays. Nous réclavons l'égalité de sacrifices. Nous soutenons que ces jeunes gens sont poussés à s'enrôler par la force des circonstances dues à notre régime économique.

Nous disons que s'ils sont obligés de faire le sacrifice suprême pour leur patrie—comme les jeunes Canadiens se préparent à le faire—qu'on ne permette pas à ceux qui restent en arrière, et exploitent le système financier, de piller la nation, alors que les combattants font de leur mieux pour protéger l'intégrité du pays.

Nous disons que les gouvernements provinciaux étaient aussi en très mauvaise posture financière, et faisaient retomber sur d'autres les frais de secours. Le Gouvernement fédéral n'a pu venir à l'aide des veuves des soldats qui sont tombés au front durant la dernière guerre. De fait, il y a de ces veuves dans ma propre circonscription qui sont venues me trouver, les larmes aux yeux, me suppliant d'exposer leur cause au Parlement et de demander de faire quelque chose pour elles. Elles m'ont dit qu'elles ne pouvaient vivre au Canada, ni jouir du mode d'existence qu'elles croyaient convenable, étant donné que leurs maris avaient servi le Canada au front.

Mais nous entendons tous dire qu'il n'y a pas d'argent. Le Parlement est maintenant réuni, et les deux cent quarante-cinq membres qui, il y a quelques mois, demandaient d'où provenait tout l'argent déclarent aujourd'hui à la jeunesse canadienne: "Nous avons des navires de guerre qui coûtent des millions, des avions munis de mitrailleuses qui valent des centaines de milliers ou probablement des millions de dollars. Nous possédons des chars d'assaut, des sous-marins pour vous. Nous vous donnerons de petits et de gros canons. Nous vous fournirons des chaussures, de la nourriture, des vêtements, des abris. Nous vous donnerons tout l'équipement dont vous aurez besoin." A tous ces jeunes gens qui frappaient à la porte de la cuisine pour manger nous disons maintenant: "Nous vous donnerons des bons pour vos repas dans les restaurants; nous vous fournirons tout cela si vous voulez vous faire tuer ou détruire la vie des autres. Mais nous ne vous accorderons pas d'argent en temps de paix. Nous ne nous occupons pas de vous trouver un travail acceptable. Nous vous mettrons dans l'impossibilité de vous nourrir et d'élever une famille dans notre grand pays". Non, mais nous leur disons maintenant: "Voici ces engins de destruction; nous vous les donnons gratuitement, parce qu'ils nous permettent de réaliser des profits. Comme dans la dernière guerre, à l'instar de ceux qui dorment de leur dernier sommeil dans les Flandres, ceux qui seront fauchés à l'avenir nous rapporteront des bénéfices. On calcule que, dans les dernières hostilités, il fallait dépenser 25,000 dollars pour tuer un soldat. Il en est pour qui ces morts ont procuré des profits depuis.